Colette AVRANE, *Ouvrières à domicile. Le combat pour un salaire minimum sous la Troisième République*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013

Laure machu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11720>

DOI : 10.4000/clio.11720

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 320-322

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Laure machu, « Colette AVRANE, *Ouvrières à domicile. Le combat pour un salaire minimum sous la Troisième République* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 15 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11720> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11720>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Colette AVRANE, *Ouvrières à domicile. Le combat pour un salaire minimum sous la Troisième République*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013

Laure machu

RÉFÉRENCE

Colette AVRANE, *Ouvrières à domicile. Le combat pour un salaire minimum sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 300 p.

- 1 Sous le titre *Ouvrières à domicile*, l'ouvrage de Colette Avrane, issu de sa thèse de doctorat, retrace l'élaboration de la loi du 10 juillet 1915 sur le salaire minimum des ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement. Bien qu'elle ne concerne que les femmes, la loi de 1915 est un jalon décisif dans l'édification du droit du travail. Centré sur la loi, l'ouvrage est structuré en trois parties. La première s'attache à décrire les conditions d'emploi, de travail et de vie des ouvrières à domicile au tournant du siècle. La seconde revient sur la genèse et l'élaboration de la loi. Enfin, la dernière partie s'intéresse aux conditions d'application afin de vérifier si la loi a permis d'améliorer l'existence de ces femmes qui travaillent chez elles. Pour étayer son récit et sa démonstration, l'auteur s'appuie sur une documentation solide et variée. À la vingtaine de sondages effectués dans les archives départementales, C. Avrane ajoute le dépouillement des fonds laissés par certaines féministes et l'exploitation des enquêtes réalisées par l'Office du travail, qu'elle a pris soin de confronter aux sources littéraires évoquant le sort de ces travailleuses. Solidement documenté, le livre de C. Avrane est une contribution importante à l'histoire du travail, à l'histoire du droit, mais aussi à l'histoire du genre.
- 2 L'ouvrage propose d'abord une description complète des conditions de travail et d'existence des ouvrières à domicile qui permet de comprendre pourquoi ce mode de

travail tant vanté par les libéraux est progressivement devenu un problème. Dans un premier temps, l'auteur rappelle la diversité et l'évolution des formes du travail à domicile. Élément essentiel de la proto-industrialisation, il s'effectue d'abord à la campagne dans le cadre de la cellule familiale, dont tous les membres sont impliqués, et fournit un complément de revenu aux familles paysannes lorsqu'elles ne peuvent se consacrer aux travaux des champs. Le travail à domicile devient ensuite plus urbain et plus spécifiquement féminin. Connu sous le vocable de *sweating system*, il se révèle l'unique moyen de survie de milliers de confectionneuses, fleuristes, brodeuses, dentellières... devenues invisibles à force de misère et d'esseulement. Patiemment, l'ouvrage s'attaque donc à une image idéalisée du travail à domicile qui permettrait de concilier harmonieusement travail et vie familiale. Seules, parfois avec un enfant à charge, logées dans des taudis insalubres, ces femmes sont épuisées par les journées de travail interminables. Invariablement considérée comme un « salaire d'appoint », leur rémunération est faible et ne leur permet pas de se nourrir. Victimes de maladies, les ouvrières ne se soignent pas. Le travail à domicile scandalise : destiné à préserver la vertu des ouvrières de la promiscuité des usines, il les conduit pourtant à se prostituer pour subsister. Le travail à domicile devient également un problème de santé publique : par les objets qu'elles confectionnent, les ouvrières malades transmettent les affections dont elles souffrent, notamment la tuberculose. L'argument de la dépopulation, qui menace la France si le travail des ouvrières est trop dur, pèse également en faveur d'une législation.

- 3 S'inscrivant dans une histoire sociale du droit, attentive aux conditions de sa fabrication, l'ouvrage éclaire dans un second temps l'élaboration du droit du travail dans la France républicaine. L'auteur décrit la longue mobilisation de réseaux très divers allant des cercles catholiques à la CGT en passant par les revues féministes et les ligues d'acheteurs. Le passage consacré aux législations européennes, qui précèdent la législation française, est l'occasion d'analyser les circulations internationales qui sont à l'origine de la loi. Surtout, cette mise en perspective permet de situer la loi française. Alors que les législations étrangères s'attaquent aux problèmes des salaires ou au travail à domicile en général, la France choisit une législation particulièrement restrictive. L'examen du vote de la loi permet donc de saisir les avancées, mais aussi les ambiguïtés de ce qui s'appelle encore au tournant du siècle la « législation ouvrière ».
- 4 En France, la loi de 1915 est la première loi à s'attaquer au problème des salaires. Elle propose que les ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement puissent bénéficier d'un salaire minimum établi par des comités composés de représentants ouvriers et patronaux. Non seulement le champ d'application de la nouvelle législation est singulièrement restreint, mais elle ne se préoccupe que du salaire minimum et non du salaire vital. Cette timidité s'explique par la prudence du gouvernement français qui ne veut pas inquiéter les patrons. Modeste, la loi a donc le caractère d'une « expérience limitée ». À la suite des travaux de Claude Didry, l'auteur met en évidence le compromis passé avec les partisans du « laissez faire » qui conduit à réduire les ambitions d'une loi destinée au départ à être une mesure de portée générale, applicable à tous les travailleurs. En confiant la détermination du salaire minimum à des comités de salaire, la loi de 1915 joue un rôle précurseur dans le développement de la négociation collective. Il nous semble toutefois essentiel de préciser que, contrairement à la législation allemande qui confie aux syndicats et aux conventions collectives le soin de fixer les salaires, la loi française donne à des comités, dont les membres patronaux et ouvriers sont désignés par les conseils de prud'hommes, la mission de constater les

salaires. Dans la mesure où la législation reconnaît aux femmes le droit d'obtenir le juste prix de leur travail, elle rompt avec la notion de « salaire d'appoint » qui frappe le travail féminin du sceau de l'illégitimité. Mais la loi de 1915, à l'instar de la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants, les désigne également comme une catégorie à part. Elle est donc symbolique d'un droit du travail fondé à la fois sur la protection et l'exclusion de certaines catégories. Dans ce contexte, il faut attendre 1928 pour que la loi s'applique aussi aux hommes.

- 5 De fait, l'un des mérites de l'ouvrage de C. Avrane est de s'intéresser au devenir de la loi, et d'abord aux conditions de sa mise en œuvre. C'est là un enjeu essentiel qui pèse sur son efficacité. Le bilan n'est guère optimiste : l'auteur montre les difficultés à mettre en place une procédure complexe, mais aussi à faire respecter les bordereaux de salaires. Le refus de donner aux syndicats le droit de représenter les ouvrières devant les tribunaux (même malgré elles) bloque l'application de la loi. Les nombreuses critiques conduisent à la modifier et l'élargir. Pendant le Front populaire, plusieurs initiatives tentent d'appliquer aux travailleurs à domicile l'ensemble des avantages dont bénéficient les salariés. Ces projets sont repris par le régime de Vichy qui, tout en simplifiant la procédure, supprime les comités de salaire et vide la loi de son caractère démocratique.
- 6 L'un des aspects les plus intéressants de cet ouvrage est donc de présenter une loi dans son déroulement complet. Il ouvre également une réflexion sur le travail à domicile et sur son genre qui s'avère particulièrement salutaire à l'heure où le télétravail – beaucoup plus masculin que féminin – se développe.

AUTEURS

LAURE MACHU

Laure MACHU est agrégée et docteure en histoire. Elle est membre associée de l'Institut des dynamiques historiques de l'économie (IDHE). Soutenue en novembre 2011, sa thèse a pour titre « Les conventions collectives du Front populaire. Construction et pratiques du système de relations français de relations professionnelles », doctorat d'histoire dirigé par Catherine Omnès, université de Nanterre-Paris Ouest.

UMR 8533 IDHE

lauremachu@aol.com